

# Mouvement social

## Les progressistes au County-Council de Londres

Le County-Council de Londres qui a infiniment plus de fonctionnaires supérieurs, c'est-à-dire inutiles, que l'ancien Conseil métropolitain, vient d'augmenter considérablement leurs appointements. Les membres de ce conseil qui se donnent improprement le nom de progressistes comprennent le progrès d'une manière originale, sous forme de corruption d'un nouveau genre, interprétant la loi selon la lettre et non selon l'esprit, à leur profit personnel.

Le Code municipal des corporations contient une clause très juste interdisant au Conseil d'avoir des rapports d'intérêts avec ses propres membres, mais il autorise des annonces dans un journal, alors même qu'un des conseillers serait actionnaire de ce journal. Les soi-disant progressistes sont partis de là pour fonder un journal dont ils sont restés actionnaires et qu'ils soutiennent par les annonces du Conseil, dont ils votent l'insertion. Ce fait scandaleux a été signalé par M. Boulnois et d'autres membres, mais les prévaricateurs l'ont emporté.

Comme le parti progressiste est censé représenter le socialisme au Conseil de Londres, il serait à désirer que les socialistes de toute nuance s'empressent de blâmer cet acte éminemment antisocial qui ne peut que déconsidérer le socialisme aux yeux des honnêtes gens.

T. Bolas (*Liberty*, n° 15, mars 1895.)